

**CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.**

**A R R E T**

n° 85.539 du 22 février 2000

A.84.562/VIII-1409

En cause : **LEYS** Jean-Claude,  
ayant élu domicile chez  
Me Edouard JAKHIAN, avocat,  
chaussée de La Hulpe 187  
1170 Bruxelles,

contre :

**l'Etat belge**, représenté par  
le Ministre de la Justice,  
ayant élu domicile chez  
Me Philippe LEVERT, avocat,  
avenue Clémentine 3  
1190 Bruxelles.

-----  
**LE PRESIDENT DE LA VIII<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 4 juin 1999 par Jean-Claude LEYS qui demande l'annulation de "la décision de la partie adverse du 9 avril 1999 de ne pas retenir sa candidature à une place vacante de vice-président au tribunal de première instance de Bruxelles, dont la présentation incombe au groupe linguistique français du conseil de la Région de Bruxelles-capitale";

Vu le mémoire en réponse;

Vu la lettre du 2 décembre 1999 adressée au Conseil d'Etat par l'avocat du requérant;

Vu le rapport de M. HENSENNE, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 59 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 31 janvier 2000 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 18 décembre 2000 à 10.30 heures;

Entendu, en son rapport, M. GEUS, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me PILCER, loco Me JAKHIAN, avocat, comparaissant pour le requérant, et Me DEPRE, loco Me LEVERT, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M<sup>me</sup> DEBUSSCHERE, premier auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, par sa lettre du 2 décembre 1999, l'avocat du requérant fait savoir au Conseil d'Etat que son client se désiste de son recours; que rien ne s'oppose à ce que le désistement soit accueilli,

#### **D E C I D E :**

##### **Article 1<sup>er</sup>.**

Le désistement est décrété.

##### **Article 2.**

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont mis à charge du requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique,  
le vingt-deux février deux mille par :

M. GEUS, président de chambre,  
M<sup>me</sup> HONDERMARCQ, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M.-Cl. HONDERMARCQ.

J.-Cl. GEUS.